

SOMMAIRE DES ANNEXES

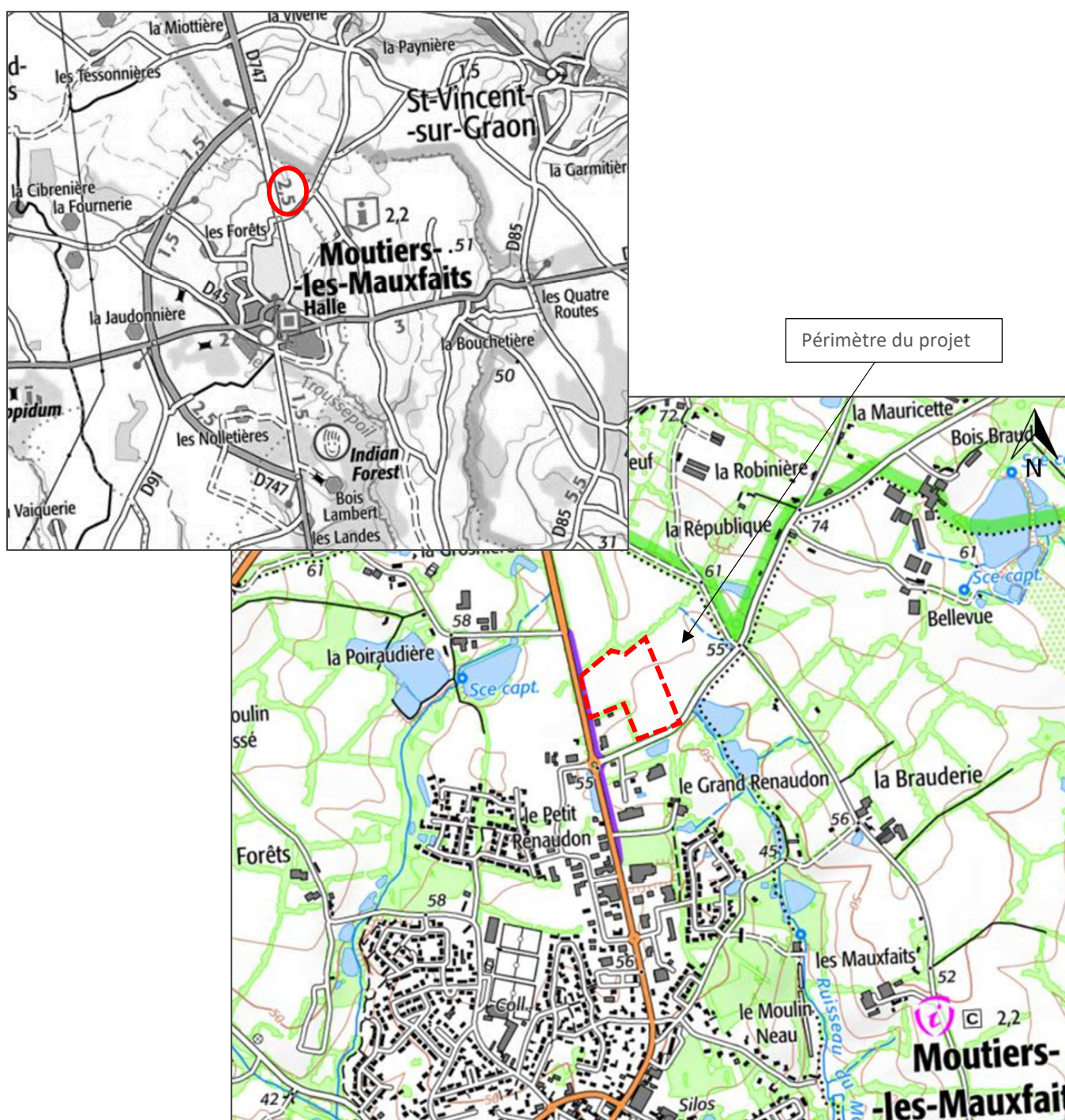
1.	LOCALISATION GEOGRAPHIQUE.....	2
2.	PLAN TOPOGRAPHIQUE DE L'ETAT ACTUEL.....	3
3.	OCCUPATION DES SOLS.....	3
4.	PHOTOS DE L'ETAT EXISTANT	4
5.	PROGRAMMATION D'AMENAGEMENT	5
6.	EXTRAIT CADASTRAL	9
7.	EXTRAIT DU DOCUMENT D'URBANISME	10
8.	MILIEUX NATURELS ET INVENTAIRES	12
9.	PREVENTION DU BRUIT	19
10.	PERIMETRE DE PROTECTION POUR CAPTAGE D'EAU.....	20
11.	ZONES DE REPARTITION DES EAUX (ZRE)	20
12.	RISQUES MAJEURS.....	22
13.	SITES CLASSES ET SITES INSCRITS	26
14.	MONUMENTS HISTORIQUES	27
15.	INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES.....	28
16.	PROGRAMMES D'AMENAGEMENT DANS LE SECTEUR	39



1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

La Communauté de Communes Vendée Grand Littoral souhaite compléter son offre de terrains à bâtir à vocation d'activités sur le territoire de la Commune de Moutiers-les-Mauxfaits pour y créer une extension de la Zone d'Activités des Eglantiers dans le prolongement des zones déjà existantes.

Cet aménagement, d'une emprise d'environ 47 537 m², se situe en entrée de ville, en retrait de la RD747.



Extrait du plan IGN (geoportail.fr)



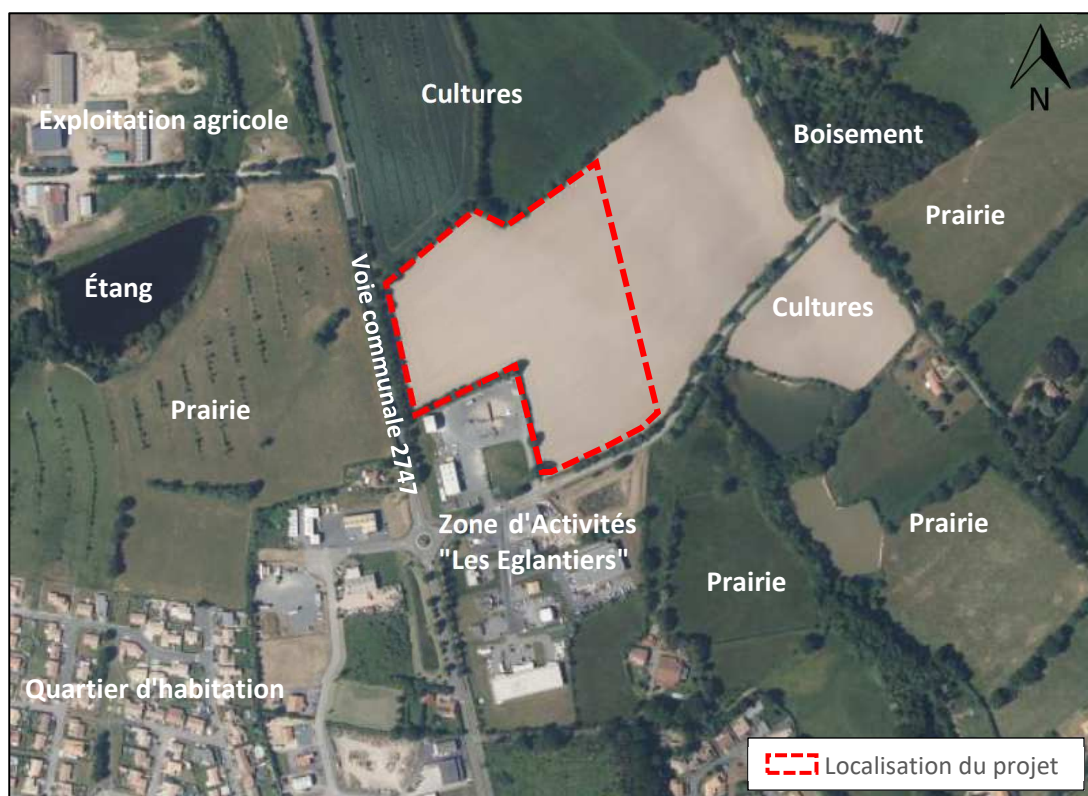
2. PLAN TOPOGRAPHIQUE DE L'ETAT ACTUEL

Cf. Plan topographique en annexe (GEOUEST, Mai 2023)

3. OCCUPATION DES SOLS

L'extension de la Zone d'Activités des Eglantiers se place au Nord-Est de la Commune de Moutiers les Mauxfaits. Les abords du site présentent :

- une exploitation agricole et des cultures au Nord/Nord-Ouest,
- un étang, une prairie et la voie communale 2 747 à l'Ouest,
- un quartier d'habitation au Sud-Ouest,
- la Zone d'Activités des Eglantiers au Sud,
- des prairies/cultures ainsi qu'un boisement au Sud et à l'Est.



Extrait de la photographie aérienne (geoportail.fr)



4. PHOTOS DE L'ETAT EXISTANT

Le terrain est actuellement occupé par une parcelle de culture.



Localisation des photos prises sur le site (GEOUEST, 2023)

Photos du site en date du 7 novembre 2022 (GEOUEST)



Perspective 1 depuis le Nord-Ouest du parcellaire



Perspective 2 depuis le Nord-Ouest du parcellaire



Perspective 3 depuis le centre du parcellaire



Perspective 4 depuis le Nord-Est du parcellaire



5. PROGRAMMATION D'AMENAGEMENT

5.1. Description du projet

La Communauté de Communes Vendée Grand Littoral projette d'aménager une extension à la Zone d'Activités dénommée "Les Eglantiers 2". Cet aménagement comportera 5 îlots divisibles en 41 lots maximum destinés à recevoir des constructions à usage d'activités.



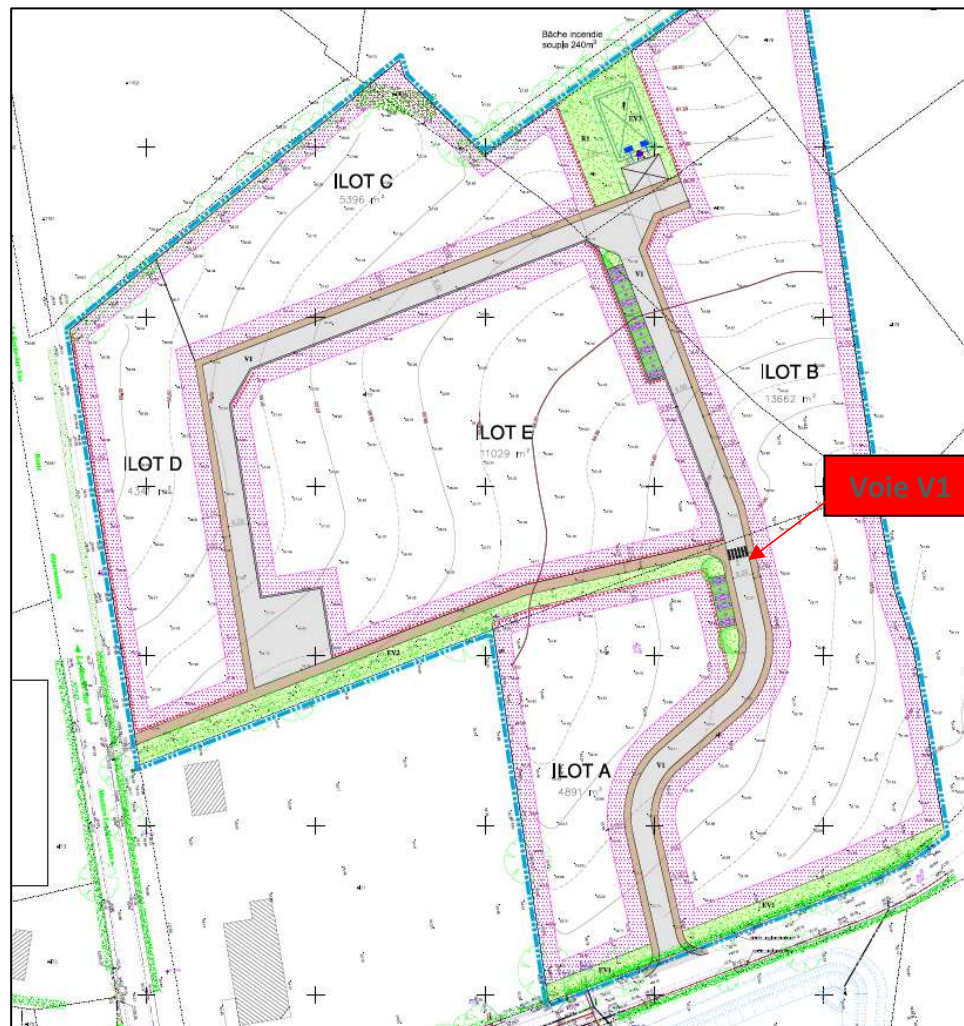
Projet d'aménagement (GEOUEST, mars 2024)



5.2. Dessertes

La desserte de ces futurs lots sera assurée à partir de la route existante au Sud du projet.

- Voie V1



Desserte du projet "Les Eglantiers 2" (GEOUEST, mars 2024)

Voie principale d'accès à l'extension de la zone d'activités.

Cette voie de desserte aura les caractéristiques suivantes :

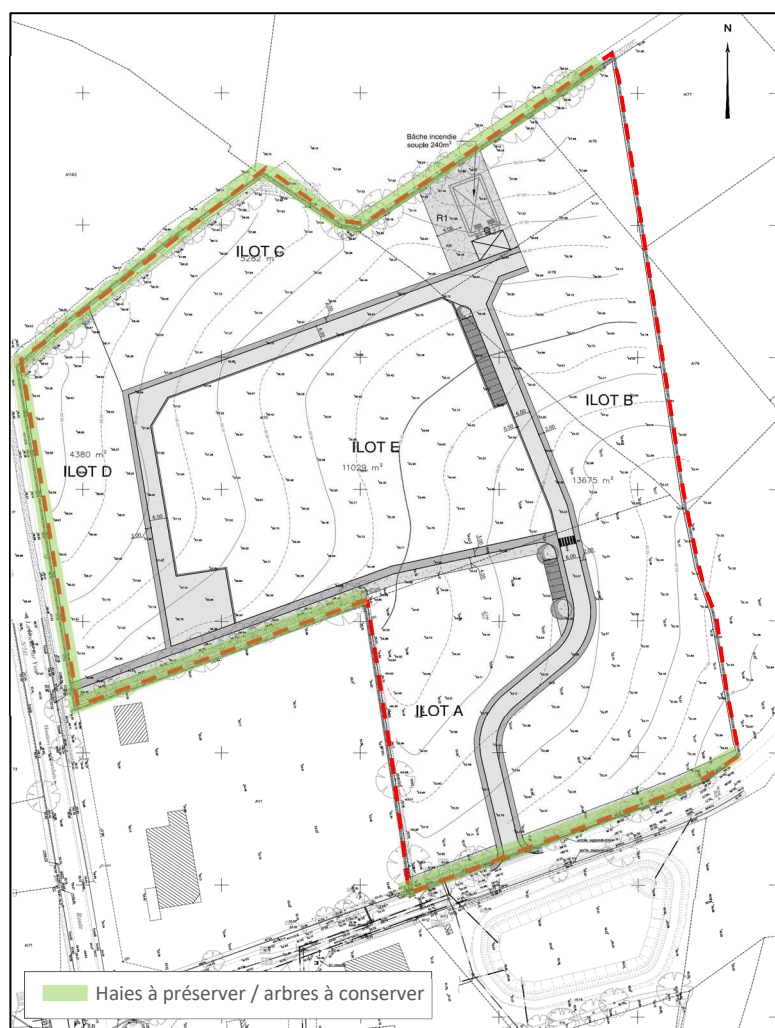
- Une chaussée de 6.00 m à simple dévers ;
- Un trottoir d'une largeur de 2.00 m en périphérie extérieure de la voirie ;
- Une bande de délaissé de 0.50m de largeur en pourtour de l'Ilot E ;
- 20 places de stationnements perpendiculaires ;

Une palette de retournement sera créée à l'extrémité de la voie en impasse pour permettre le retournement des poids lourds.

Une réserve foncière R1 en limite Nord permettra la desserte d'une éventuelle extension future.



5.3. Aménagements paysagers



*Identification des haies/arbres à préserver au sein du projet
(GEOUEST, mars 2024)*

Les haies bocagères périphériques seront maintenues dans leur ensemble.

La haie existante située en limite Sud du projet sera préservée. A cet effet, des emprises publiques sont conservées en pied de haies pour assurer l'entretien des haies et permettre la mise en œuvre des clôtures privatives qui seront réalisées par les entreprises en limite de propriété.

5.4. Réseaux d'assainissement "eaux usées"

Le réseau eaux usées recueillera les eaux vannes et ménagères en provenance des constructions sur l'emprise du projet. Elles seront captées par des collecteurs Ø 200 mm posés sous chaussée et dirigées gravitairement vers le poste de refoulement existant de la zone d'activités actuelle.

Les collecteurs et les branchements seront constitués par des tuyaux en PVC CR 16.



Les regards de visite seront préfabriqués, de Ø 1000 mm avec cunettes maçonnées, échelons et tampons en fonte ductile série lourde estampillés EU. Ils seront réalisés à chaque changement de pente et de direction.

5.5. Modalités de gestion des eaux pluviales

Les eaux de ruissellement de la voirie seront collectées par des canalisations de diamètre Ø200 à Ø400 et seront dirigées vers le bassin de rétention existant réalisé dans la première tranche de la ZA, et dimensionné à cet effet.

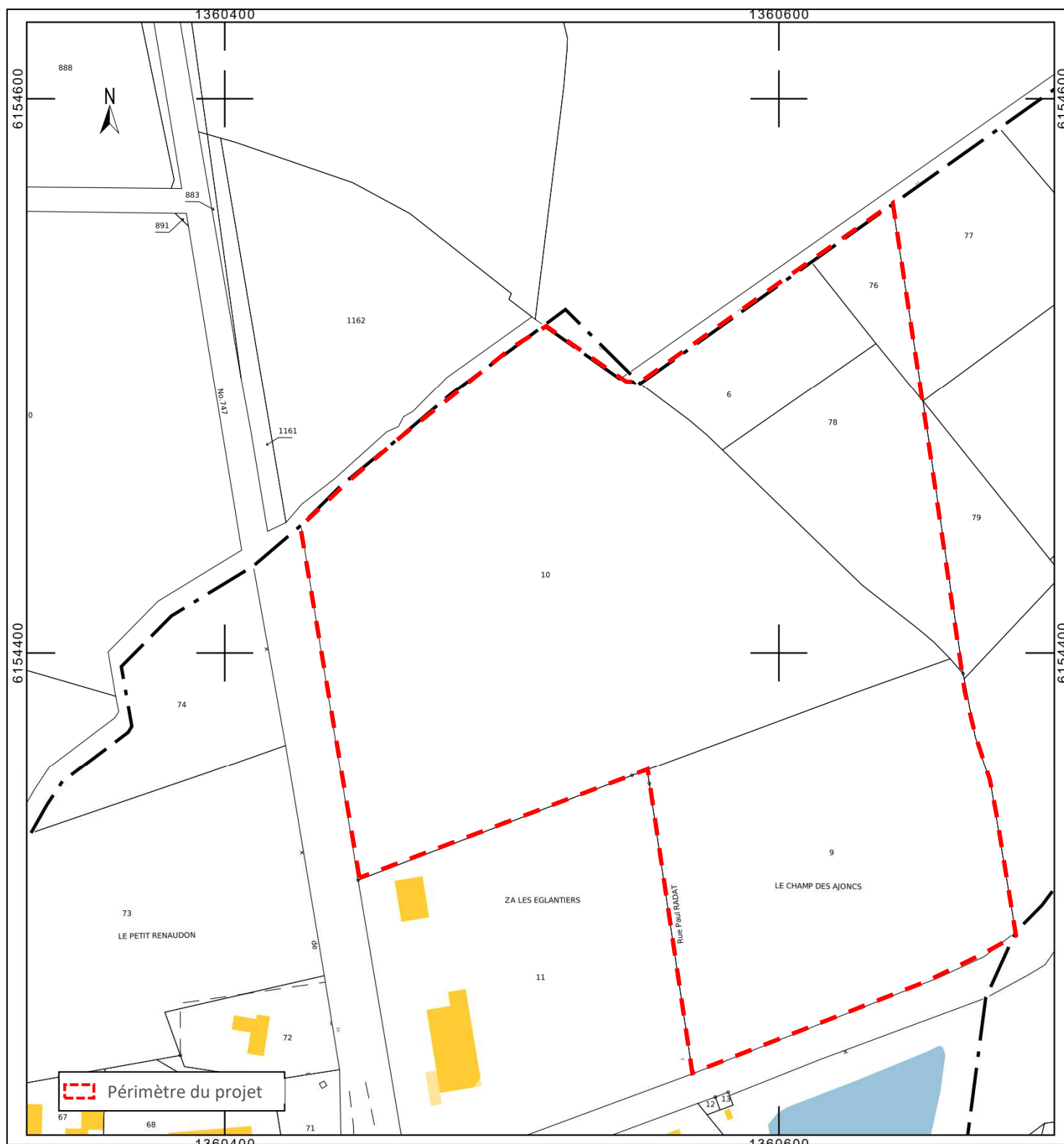
En revanche, les eaux de drainage des parcelles seront gérées individuellement. Les acquéreurs mettront en place un système d'infiltration propre à leur lot (tranchée d'infiltration par exemple). Les acquéreurs de lots feront leur affaire personnelle de la gestion des eaux pluviales.

Le projet sera soumis à la réalisation d'un dossier de Déclaration Loi sur l'Eau.



6. EXTRAIT CADASTRAL

Le projet est situé sur la parcelle n° 6, 9, 10, 76 et 78 de la section AI pour une surface cadastrale de 4ha 75a 98ca.



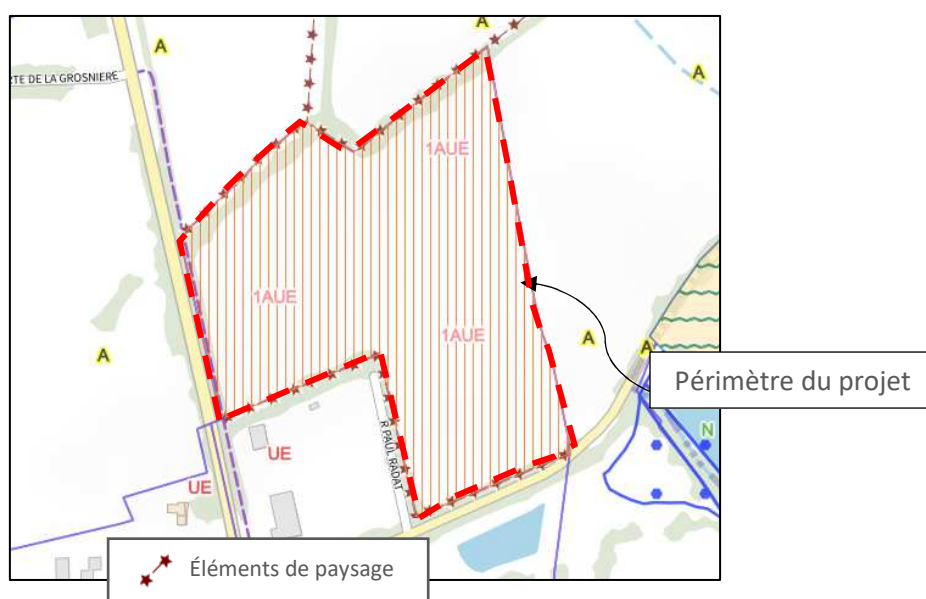
Extrait du plan cadastral sur le projet, sans échelle (cadastre.gouv.fr)



7. EXTRAIT DU DOCUMENT D'URBANISME

L'urbanisme sur la Commune de Moutiers-les-Mauxfaits est géré par un Plan Local d'Urbanisme, dont la dernière procédure a été approuvée le 12 mars 2020. Le parcellaire étudié est inscrit **en zone 1AUE**.

Le secteur 1AUE correspond à un "secteur à vocation d'activités économiques de portée intercommunale (artisanat, industrie...). Les voies publiques et les réseaux existants en périphérie immédiate des secteurs 1AUE (eau, électricité, assainissement collectif) ont une capacité suffisante pour desservir les constructions et installations à implanter dans l'ensemble de ces secteurs."



Extrait du Plan Local d'Urbanisme (geoportail-urbanisme.fr)

Le parcellaire est soumis à une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).

SECTEUR « EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITE »

Contexte

Ce secteur est localisé au Nord-Est de la zone d'activités intercommunale de Moutiers-les-Mauxfaits. Le secteur est bordé au Nord et à l'Est par des parcelles agricoles cultivées. La frange Ouest du secteur correspond à la voie communale 2747 qui traverse le territoire selon un axe Nord-Sud et permet de rejoindre Aubigny et Angles à partir du centre-ville de Moutiers-les-Mauxfaits. Au sud du secteur, sont implantées des entreprises de la zone d'activités existante (CAVAC, blanchisserie, sage-femme, orthodontiste...).



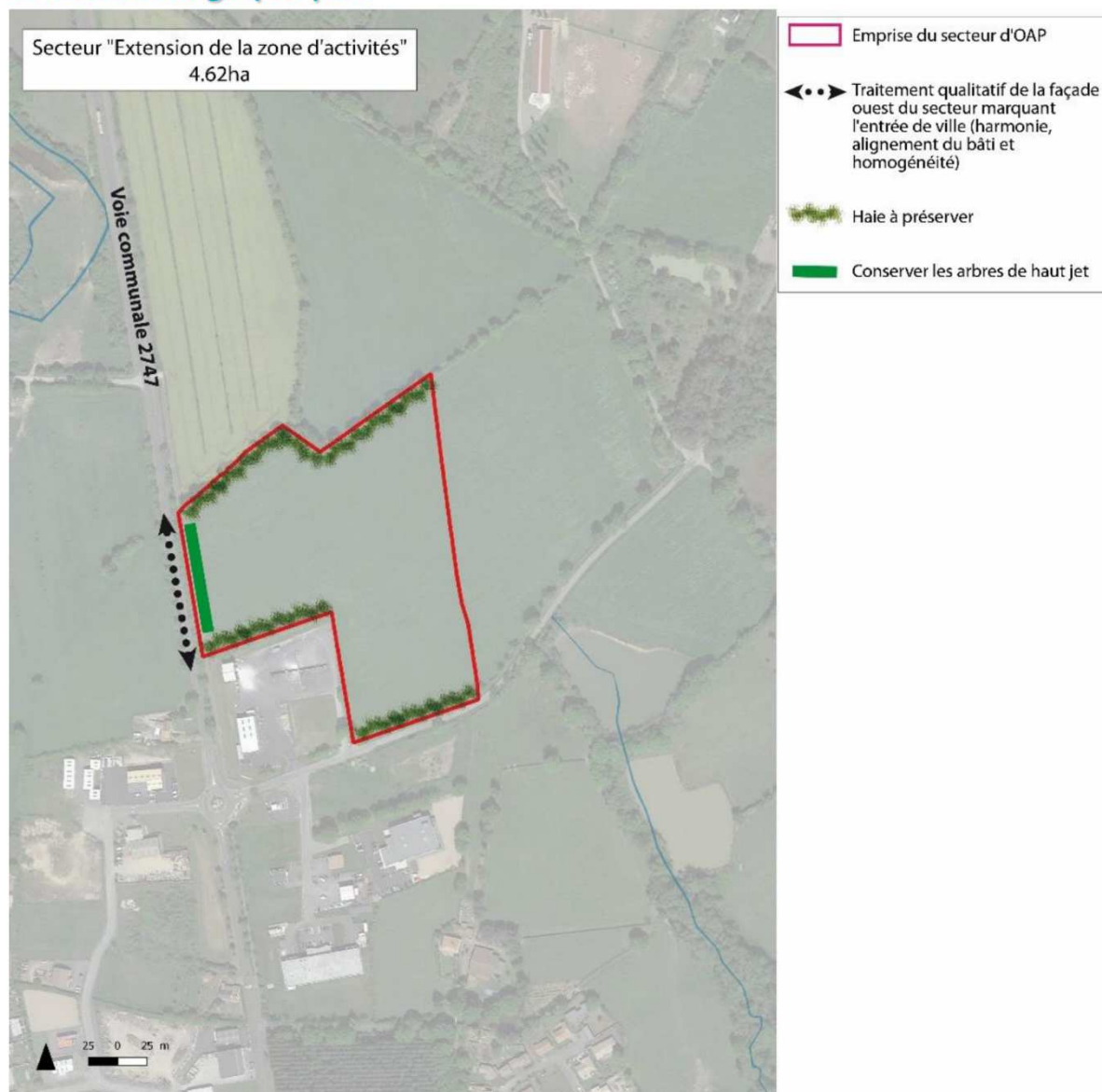
Vue depuis le sud du secteur



Vue depuis le sud-ouest du secteur



Orientations graphiques



Orientations littérales

Principaux objectifs de l'aménagement

- Etendre la zone d'activités intercommunale existante ;
- Permettre l'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire communal ;
- Assurer l'intégration des bâtiments d'activités en entrée de ville.

Accès et desserte du secteur

- Aucun accès au secteur ne pourra à partir de la voie communale 2747.
- L'accès au secteur se fera par la voie de desserte déjà existante, longeant la frange sud du secteur, qui permet actuellement d'accéder notamment à l'entreprise CAVAC.

Paysage

- Les arbres de haut jet longeant la frange Ouest du secteur devront être préservés.
- Les haies bocagères existantes et bordant le secteur devront être protégées et conservées.
- Un soin particulier sera apporté au traitement de l'aménagement le long de la voie communale 2747, notamment en termes d'harmonie, d'alignement, d'homogénéité du bâti.

Extrait du PLU approuvé le 12 mars 2020



8. MILIEUX NATURELS ET INVENTAIRES

La Commune de Moutiers-les-Mauxfaits est concernée par des inventaires et des zones de protection écologiques.

8.1. Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistiques et Floristique

a. Généralités

L'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) a été lancé en 1982 par le Ministère de l'Environnement. Il avait pour objectif de réaliser une couverture des zones les plus intéressantes au plan écologique, essentiellement dans la perspective d'améliorer la connaissance du patrimoine naturel national et de fournir aux différents décideurs un outil d'aide à la prise en compte de l'environnement dans l'aménagement du territoire.

Ces zones sont classées en deux types :

- les ZNIEFF de type 1 constituent des secteurs caractérisés par leur intérêt biologique remarquable et doivent faire l'objet d'une attention toute particulière lors de l'élaboration de tout projet d'aménagement et de gestion
- les ZNIEFF de type 2 constituent des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes et doivent faire l'objet d'une prise en compte systématique dans les programmes de développement.

b. Éléments sur la portée juridique des ZNIEFF

Une ZNIEFF correspond à l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique. L'ensemble de ces secteurs constitue l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs du patrimoine faunistique et floristique de notre pays, et le cœur de l'inventaire national du patrimoine naturel prévu par l'article L. 411-5 du Code de l'Environnement.

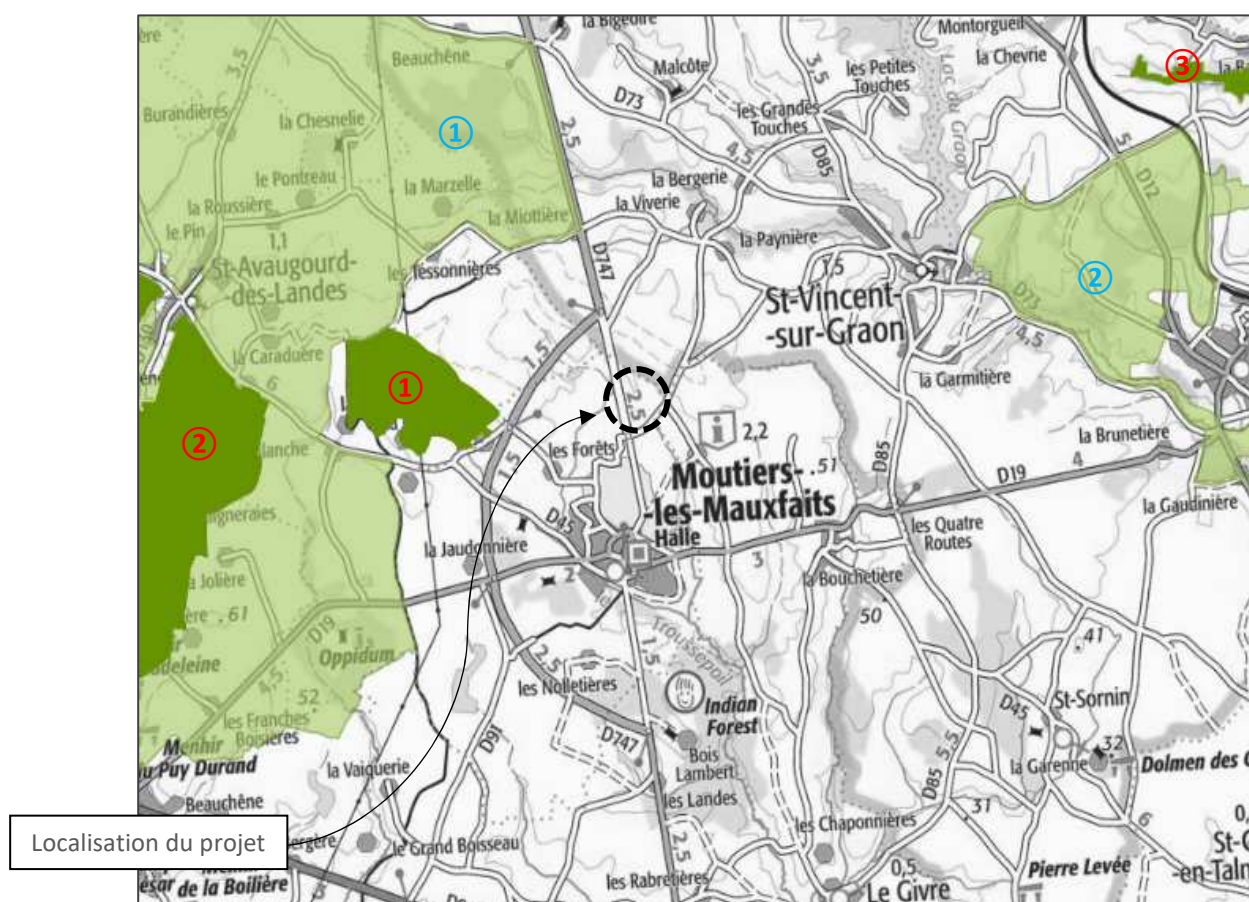
c. Détails des ZNIEFF sur le territoire communal de Moutiers-les-Mauxfaits et aux alentours du projet

La Commune de Moutiers-les-Mauxfaits et les alentours du site est concernée par plusieurs ZNIEFF.



Tableau récapitulatif des ZNIEFF présentes aux alentours du site du projet

Périmètre	Intitulé	Situation par rapport au projet
ZNIEFF de type I	① 520620061 "Prairies humides, mares et bocage de la Fournerie"	Au plus proche, à 1,32 km à l'Ouest
	② 520005734 "Bois et Étang de la Garde-Poiroux"	3,65 km à l'Ouest
	③ 520016141 "Basse Vallée de l'Yon et Vallée de la Baffardière"	6 km au Nord-Est
ZNIEFF de type II	① 520005733 "Bocage à Chêne Tauzin entre les Sables d'Olonne et La Roch-sur-Yon"	1,8 km au Nord-Ouest
	② 520012243 "Vallée du Graon et Bois près de Champ-Saint-Père"	à 3,7 km à l'Est



Cartographie des ZNIEFF sur le territoire de la Commune de Moutiers-les-Mauxfaits (geoportail.fr)

Aucune ZNIEFF n'est contiguë au parcellaire étudié ; la ZNIEFF la plus proche est éloignée de 1,32 km à l'Ouest (ZNIEFF 520620061).



8.2. Stratégie de Création d'Aires Protégées

a. Définition

La Stratégie de Création d'Aires Protégées est une stratégie nationale visant à améliorer la cohérence, la représentativité et l'efficacité du réseau métropolitain des aires protégées terrestres en contribuant au maintien de la biodiversité, au bon fonctionnement des écosystèmes et à l'amélioration de la trame écologique (inpn.mnhn.fr).

L'élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie constituent une des mesures prioritaires du Grenelle de l'Environnement, définie par la loi n°2009-967 du 3 août 2009 (art.23) et **réaffirmée très récemment dans le cadre de la conférence environnementale de 2016** : les prochains objectifs de la SCAP (publication d'un bilan de la SCAP et lancement d'un nouveau diagnostic patrimonial) ont ainsi été inscrits au titre de la mesure 11b de la feuille de route pour la transition écologique 2016.

L'objectif est de placer au minimum 2 % du territoire terrestre métropolitain sous protection forte d'ici l'horizon 2019.

L'objectif qualitatif afférent est que le réseau d'aires protégées ainsi créé soit cohérent, connecté et représentatif de la protection du patrimoine naturel (biologique et géologique).

La SCAP repose sur une méthodologie nationale et un **diagnostic national du patrimoine naturel** (faune, flore et habitat) et géologique coordonné par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) à la demande du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Une liste nationale d'espèces et d'habitats prioritaires pour la désignation de nouvelles aires protégées a été construite en mobilisant des experts scientifiques du MNHN, de la FCBN, de l'OPIE et de l'ONEMA. Cette liste est déclinée dans le cadre d'une démarche participative régionale pour prendre au mieux en considération les enjeux de conservations.

b. Sur le territoire de Moutiers les Mauxfaits

Aucune zone SCAP n'a été désignée sur le territoire communal. La plus proche est localisée à environ 8 km à l'Est. Il s'agit de la zone de la "Vallée du Lay de Mareuil-sur-Lay à Saint-Denis-du-Payré".



Extrait de la cartographie des SCAP (carto.sigloire.fr)

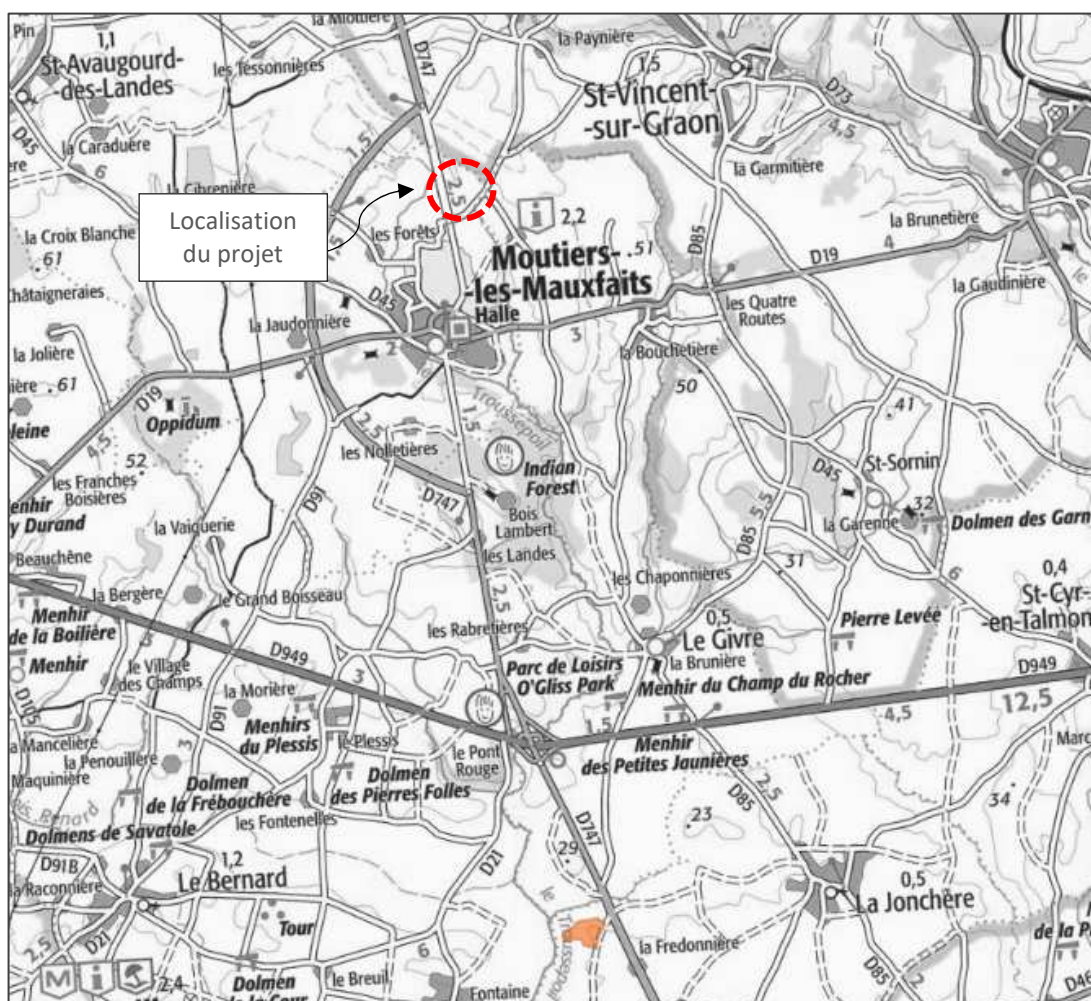


8.3. Arrêté de Protection de Biotope

Les arrêtés de protection de biotope (APB ou APPB) sont des actes administratifs pris en vue de préserver les habitats des espèces protégées, l'équilibre biologique ou la fonctionnalité des milieux.

Les arrêtés de protection de biotope visent à protéger les habitats nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées.

La Commune de Moutiers-les-Mauxfaits ne comporte pas de zone désignée par un Arrêté de Protection de Biotope sur son territoire. **Le plus proche est celui lié aux "Prairies Calcaires du Fief-Bodin", localisé à 7,4 km au Sud du projet.**



Localisation du périmètre d'Arrêté de Protection Biotope le plus proche (geoportail.fr)



8.4. Périmètre NATURA 2000

a. Généralités

Le réseau NATURA 2000 est un réseau européen de sites naturels protégés. Il a pour but de favoriser la biodiversité en assurant le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire, et d'assurer la protection de sites naturels européens. Ces prérogatives de gestion tiennent compte des exigences économiques, sociales, culturelles ainsi que des particularités locales.

Le volet réglementaire porté par la procédure NATURA 2000 concerne tous les habitats et espèces d'intérêt communautaire présents dans le site.

Sur la base des observations scientifiques, la Directive 92/43/CEE prévoit la création d'un réseau "NATURA 2000" qui regroupe l'ensemble des espaces désignés en application :

- de la Directive "Oiseaux" (1979) : les Zones de Protection Spéciale (ZPS)
- de la Directive "Habitats-Faune-Flore" (1992) : les Sites d'Intérêt Communautaire devenus ensuite les Zones Spéciales de Conservation (SIC-ZSC).

Ces Directives établissent une liste des espèces d'oiseaux, des habitats naturels et des espèces animales (autres que les oiseaux) et végétales pour lesquels les États membres doivent désigner des sites sur leur territoire afin de les conserver.

b. Sur le territoire communal et les secteurs alentours

Aucun site Natura 2000 n'a été désigné sur le territoire de Moutiers les Mauxfaits.

Le site le plus proche du projet est localisé à 6,15 km à l'Est. Il s'agit du site "Marais Poitevin" (FR5200659).



Sites NATURA 2000 (geoportail.fr)



Extrait de la fiche technique du site Natura 2000 Marais Poitevin :

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N01 : Mer, Bras de Mer	1 %
N02 : Rivières et Estuaires soumis à la marée, Vasières et bancs de sable, Lagunes (incluant les bassins de production de sel)	12 %
N03 : Marais salants, Prés salés, Steppes salées	3 %
N04 : Dunes, Plages de sables, Machair	1 %
N10 : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	40 %
N15 : Autres terres arables	38 %
N16 : Forêts caducifoliées	3 %
N17 : Forêts de résineux	1 %
N23 : Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	1 %

Autres caractéristiques du site

Vaste complexe littoral et sublittoral sur alluvions fluvio-marines quaternaires et tourbes s'étendant sur 2 régions administratives et 3 départements. Ensemble autrefois continu mais aujourd'hui morcelé par l'extension de l'agriculture intensive en 3 secteurs et compartiments écologiques principaux :

- une façade littorale centrée autour des vasières tidales et prés salés de la Baie de l'Aiguillon, remplacées vers le nord par des flèches sableuses (Pointe d'Arcay) ou des cordons dunaires (Pointe de l'Aiguillon) et au sud par les falaises calcaires ;
- une zone centrale, caractérisée par ses surfaces importantes de prairies naturelles humides saumâtres à oligo-saumâtres, inondables ("marais mouillés") ou non ("marais desséchés") parcourues par un important réseau hydraulique ;
- une zone "interne" (la "Venise verte") sous l'influence exclusive de l'eau douce et rassemblant divers milieux dulcicoles continentaux : forêt alluviale et bocage à Aulne et Frêne, fossés à eaux dormantes, bras morts, plus localement, bas-marais et tourbières alcalines.

Des affleurements calcaires existent également en périphérie du site et sous forme "d'îles" au milieu des marais.

Malgré les hiatus spatiaux séparant désormais ces 3 secteurs, ceux-ci restent liés sur le plan fonctionnel, plus ou moins étroitement selon les groupes systématiques concernés (Ex: liaisons entre les vasières littorales servant de zones de repos et les prairies saumâtres utilisées comme zones de gagnage)

Se rajoutent les vallées des cours d'eau alimentant le marais : vallées du Lay, de la Vendée, de l'Autize, de la Guirande, de la Courance, du Mignon et du Curé.

Nota : les vallées de la Guirande, de la Courance et du Mignon ont été rajoutées lors de l'extension du site en décembre 2003.

Vulnérabilité

Le Marais Poitevin est soumis depuis les trois dernières décennies à des facteurs négatifs ayant entraîné des altérations majeures de son fonctionnement et un appauvrissement de sa valeur biologique :

- mutation des pratiques agricoles : transformation des prairies naturelles humides en cultures céréalières intensives (plus de 50% des prairies reconverties entre 1970 et 1990) ;
- modifications du régime hydraulique : remodelage des réseaux et multiplication des ouvrages hydrauliques visant à accélérer le drainage des parcelles pour libérer toujours plus de surfaces cultivables, baisse générale du niveau des nappes, artificialisation du fonctionnement hydraulique, altération de la qualité des eaux (intrants d'origine agricole favorisant l'eutrophisation des eaux) etc ;
- multiplication des infrastructures linéaires (routes, transports d'énergie) et du bâti entraînant une fragmentation des espaces naturels qui nuit à leur fonctionnalité etc .

Aucun des habitats caractéristiques de ce site Natura 2000 n'est identifié sur le parcellaire ou à l'amont direct du projet.

8.5. Parc Naturel Régional

Les Parcs naturels régionaux sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités. Peut être classé "Parc naturel régional" un territoire à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité, mais dont l'équilibre est fragile. Un Parc naturel régional s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.



Le Parc Naturel du Marais Poitevin est un parc naturel régional français créé en 1979, qui fut déclassé au 31 décembre 1996 en raison de l'échec de sa mission de préservation de l'environnement d'une grande zone humide. Un décret du 21 mai 2014 lui réattribue ce label.

Trois Départements dans 2 Régions sont concernés par la mise en œuvre du PNR du Marais Poitevin (FR8000050). L'organisme de gestion du Parc naturel régional (PNR) du Marais Poitevin est un Syndicat mixte.

Le site du projet est situé à moins de 200 m du Parc Naturel Régional du "Marais Poitevin".



Extrait de plan IGN avec le Parc Naturel régional du Marais Poitevin (geoportail.gouv.fr)

Du "gîte d'étape" que représente le littoral au "refuge" que constitue le Marais desséché, en passant par l'exubérante nature qu'offre le Marais mouillé, toutes les conditions sont réunies pour attirer une faune variée... Dans le Parc Naturel Régional du Marais Poitevin, il est recensé (entre autres) :

- une **cinquantaine d'espèces de mammifères aquatiques et terrestres**, dont la Loutre d'Europe et les chauves-souris.
- **337 espèces d'oiseaux** se partageant la zone humide et la plaine de bordure selon la reproduction et la migration.
- **34 espèces de poissons** qui cohabitent dans les eaux du marais. Certains migrent entre les eaux salées de l'atlantique et les eaux douces. D'autres affectionnent les eaux calmes des canaux.
- de **nombreux insectes** dont les plus connus sont les libellules (53 espèces) et les papillons (63 espèces).

En cas d'arrachage d'arbres dans la haie, des précautions seront à prendre concernant la période d'arrachage, la temporalité, ainsi que la présence potentielle de Grands Capricornes.

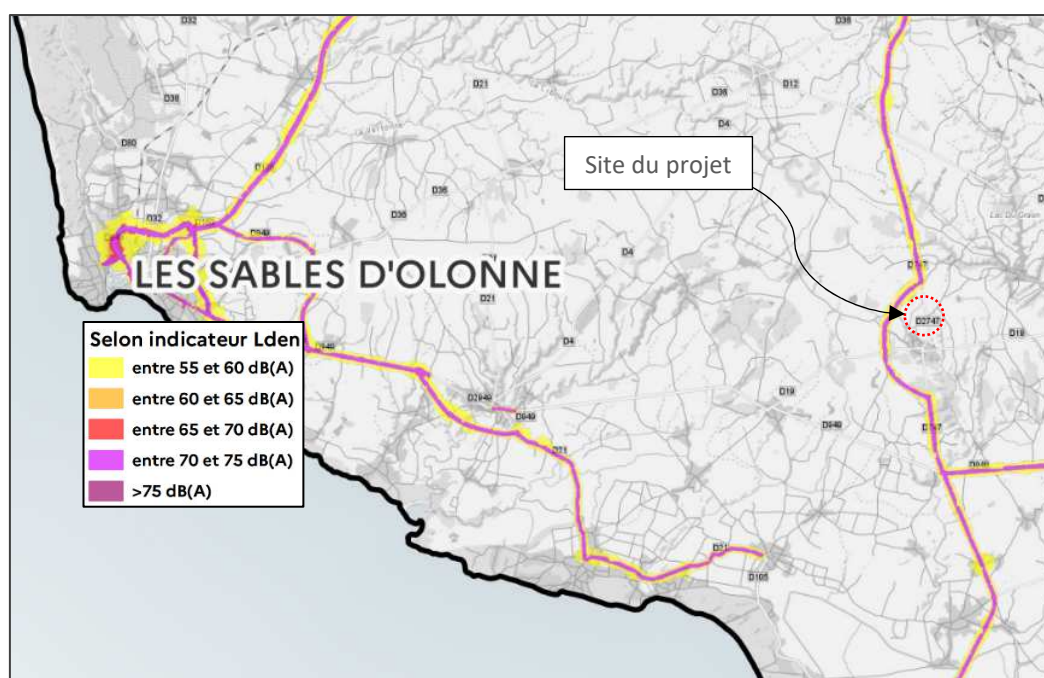


9. PREVENTION DU BRUIT

Un plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) des infrastructures routières et autoroutières de l'État dans le Département de la Vendée a été piloté par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer 85 (DDTM), avec l'assistance du centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) Ouest.

L'Arrêté Préfectoral n°01/DDE/221 relatif au classement acoustique des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit concernant : Une voie communale de Montaigu et **les routes départementales** à l'exception des sections situées sur le territoire des communes de Challans, Château d'Olonne, Fontenay-le-Comte, Les Herbiers, Olonne sur Mer, La Roche sur Yon, Les Sables d'Olonne.

Ce plan fournit des cartographies du bruit qui permettent d'identifier les infrastructures routières particulièrement concernées par cet enjeu.



Carte d'exposition au bruit en Vendée (en Lden, le jour)

La Commune de Moutiers-les-Mauxfaits fait l'objet d'un contournement. Elle n'est pas concernée par un Plan de Prévention du bruit dans l'Environnement.



10. PERIMETRE DE PROTECTION POUR CAPTAGE D'EAU

Le captage d'eau potable le plus proche du site du projet se situe au niveau de la retenue du Graon. Elle est localisée à environ 2,5 km au Nord-Est du projet. Ce dernier n'est localisé dans aucun des périmètres de protection désigné pour cette retenue.



La retenue du Graon n'est pas située sur le même versant hydrographique que le projet, le ruissellement des eaux de ce dernier n'aura donc aucun impact sur la retenue d'eau.

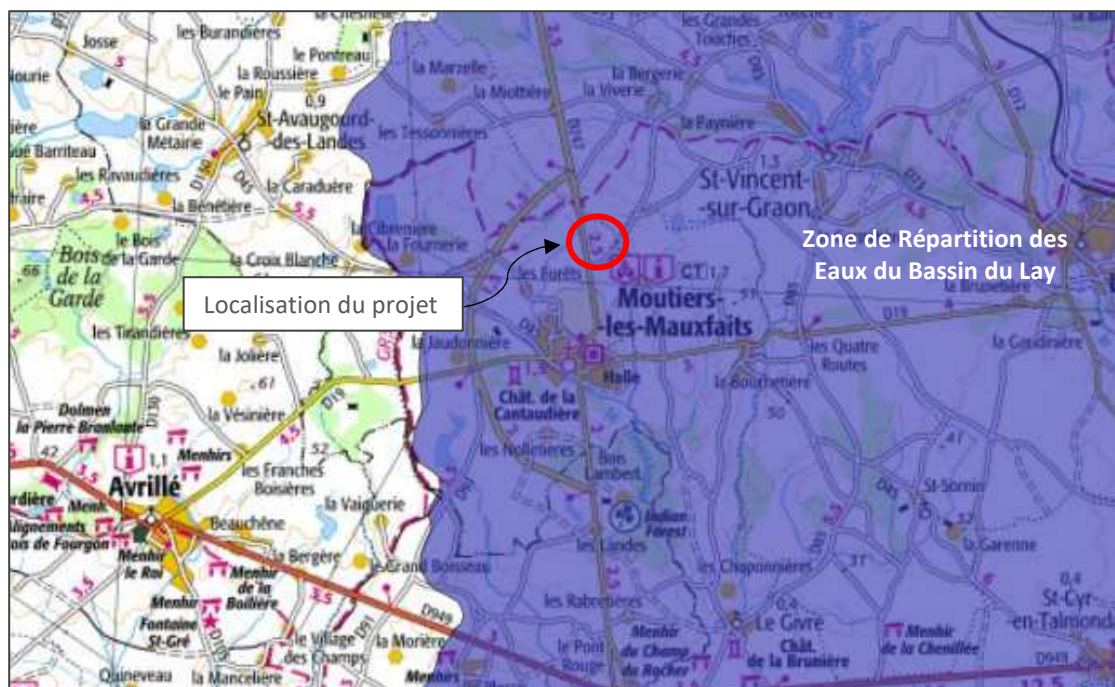
11. ZONES DE REPARTITION DES EAUX (ZRE)

"Une "zone de répartition des eaux" est caractérisée par une insuffisance quantitative chronique des ressources en eau par rapport aux besoins. L'inscription d'une ressource (bassin hydrographique ou système aquifère) en ZRE constitue **le moyen pour l'État d'assurer une gestion plus fine des demandes de prélèvements dans cette ressource**, grâce à un abaissement des seuils de déclaration et d'autorisation de prélèvements.

Elle constitue un **signal fort de reconnaissance d'un déséquilibre durablement instauré entre la ressource et les besoins en eau**. Elle suppose en préalable à la délivrance de nouvelles autorisations, l'engagement d'une démarche d'évaluation précise du déficit constaté, de sa répartition spatiale et si nécessaire de sa réduction en concertation avec les différents usagers, dans un souci d'équité et un objectif de restauration d'un équilibre." (pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr)



Selon la cartographie des zones des répartition des eaux en Pays de la Loire, une ZRE recouvre tout un territoire présent sur le versant du Lay. Le projet est situé au sein de ce périmètre.



*Zone de répartition des eaux du bassin versant du Lay (en bleu)
(carmen.developpement-durable.gouv.fr)*

Conséquence pour les usagers

Pour les projets qui concerneraient ce zonage, il est conseillé aux pétitionnaires de se rapprocher des services départementaux de Police de l'Eau (Direction Départementale des Territoires) pour recevoir des conseils et les conditions d'acceptation de ces projets.

La loi sur l'eau du 30 décembre 2006 a institué différentes dispositions qui reposent sur le classement en ZRE : tarification de l'eau majorée et majoration de certaines aides, obligation de création d'un organisme unique de gestion de l'irrigation, et pour cela obligation de disposer de la connaissance des volumes prélevables.

Concernant les opérations soumises au Code de l'Environnement, les seuils de la nomenclature Eau (autorisation et déclaration) pour les prélèvements sont abaissés en ZRE pour permettre un meilleur contrôle notamment concernant l'impact cumulé des petits prélèvements (par l'abaissement à 8m3/h du seuil de déclaration des prélèvements).

De son côté, le SDAGE évoque à différentes reprises la notion de ZRE dans son chapitre 7 « maîtriser les prélèvements d'eau », et particulier avec la disposition 7C-2 qui bloque la création de nouveau prélèvement en l'absence d'étude ayant défini le volume prélevable, la disposition 7C-4 sur le Marais Poitevin, et la disposition 7C-5 sur la nappe du Cénomanien.



12. RISQUES MAJEURS

Le risque majeur est la possibilité qu'un événement d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionne des dommages importants et dépasse les capacités de réaction de la société.

12.1. Documents d'informations et d'alerte

12.1.1. Dossier Départemental des Risques Majeurs

Face aux catastrophes naturelles ou technologiques, les hommes ont des réactions qui mêlent souvent un sentiment de fatalité à un rejet du risque. Or, le risque existera toujours mais tout doit être mis en œuvre pour en réduire la probabilité et les conséquences éventuelles. Le **Dossier Départemental des Risques Majeurs** est un dossier présentant ces risques, réalisé par département, les moyens de les prévenir, leurs faire face et de les contourner. La dernière version du DDRM de Vendée date de 2019.

La **Commune de Moutiers-les-Mauxfaits** est concernée par les risques présentés ci-dessous dans le tableau.

Nom de la commune	Code Insee	Risques littoraux	Risque inondation	Risque mouvement de terrain		Risque sismique	Risque feu de forêt	Risque météorologique	Risque Radon	Risque industriel	Risque rupture de barrage	Risque TMD	Risque minier	Risque radiologique
				Cavité / éboulement	Retrait gonflement argile									
Moutiers-les-Mauxfaits	85156				X	X		X	X			X		

12.1.2. Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs

Le Dossier d'Information Communal sur les Risques majeurs (DICRIM) représente la déclinaison locale du DDRM. Un DICRIM a été édité sur Moutiers-les-Mauxfaits présentant précisément les risques et précautions à prendre face aux risques qui concernent la Commune, ainsi que les lieux stratégiques à connaître.

12.2. Risques naturels et technologiques

12.2.1. Risque sismique

Un séisme est une vibration du sol transmise aux bâtiments, causée par une fracture brutale des roches en profondeur créant des failles dans le sol et parfois en surface. Après la secousse principale, il y a des répliques, parfois meurtrières, qui correspondent à des petits réajustements des blocs au voisinage de la faille.

Le zonage sismique actuellement en vigueur en France a été rendu réglementaire en 1991 (décret n°91-461 du 14 mai 1991, remplacé depuis par les articles R563-1 à R563-8 du Code de l'Environnement) : cependant, il est fondé sur des travaux scientifiques datant de 1984, issus essentiellement de l'étude de la sismicité historique utilisant une approche pseudo statistique. Les futures normes de construction européennes Eurocode8 précisent la nature



des règles de construction qui doivent s'appliquer sur un zonage sismique de type probabiliste prenant en compte différentes périodes de retour. En conséquence, la France devant se préparer à l'application de ces normes européennes sur son territoire, a engagé une révision du zonage en vigueur.

Dans ce cadre, le territoire de la commune sera en zone d'aléa modéré (accélération comprise entre 1,1 et 1,6 m/s²).

Le projet est autant concerné par ce risque que n'importe quel aménagement sur le secteur.

12.2.2. Risque météorologique – Tempêtes

Une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique, ou dépression, le long de laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes (température, teneur en eau).

De cette confrontation naissent notamment des vents pouvant être très violents. On parle de tempête lorsque les vents dépassent 89 km/h (soit 48 nœuds, degré 10 de l'échelle de Beaufort).

Le projet est autant concerné par ce risque que n'importe quel aménagement sur le secteur.

12.2.3. Autres risques naturels

Géorisques est un site internet gouvernemental qui fournit des bases de données permettant d'accéder aux informations concernant les risques majeurs sur le territoire.

Le projet est-il concerné ?

RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES

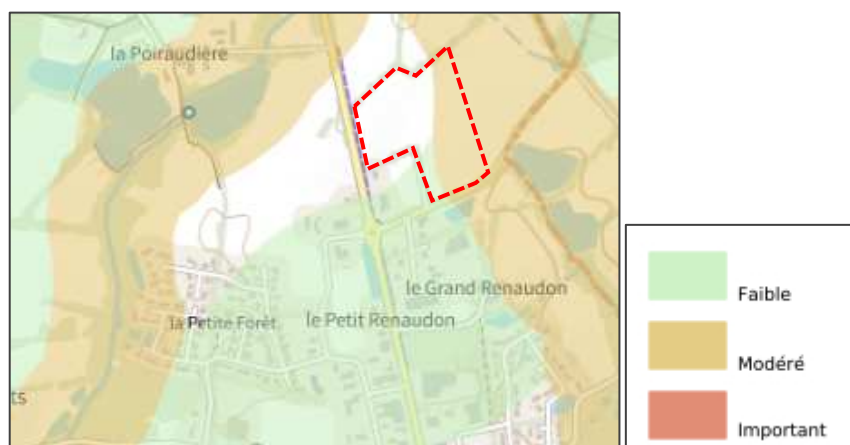


Risque sur ma commune **RISQUE EXISTANT - MODÉRÉ**

Certaines parties du territoire de votre commune : Moutiers-les-Mauxfaits sont exposées au retrait-gonflement argiles

Concerné

La carte des aléas (Cf carte suivante) montre que le projet est situé en zone d'exposition faible à modérée au risque.



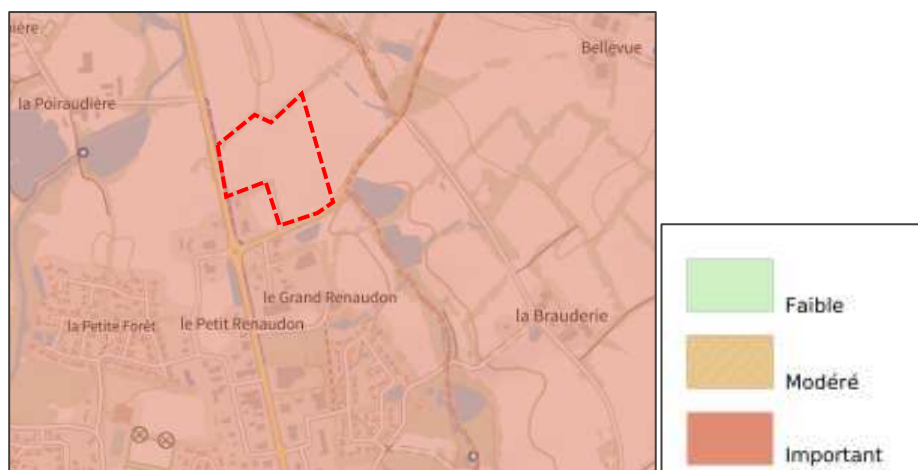
RADON

Risque sur ma commune **RISQUE EXISTANT - IMPORTANT**

Certaines parties du territoire de votre commune : Moutiers-les-Mauxfaits sont exposées au radon, un gaz radioactif qui s'échappe naturellement du sol

Concerné

La carte d'aléas (Cf carte suivante) montre que le projet est situé en zone d'exposition importante au risque.

**12.2.4. Risque "Canalisations de transport de matières dangereuses"**

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport par voie routière, ferroviaire, aérienne, d'eau ou par canalisation, de matières dangereuses. Les produits dangereux peuvent être inflammables, toxiques, explosifs, corrosifs ou radioactifs.

Risque spécifique canalisations : La commune n'est pas concernée par le transport par canalisations dans lesquelles circulent du gaz naturel.

12.3. Pollution des sols et Risques industriels**POLLUTION DES SOLS**

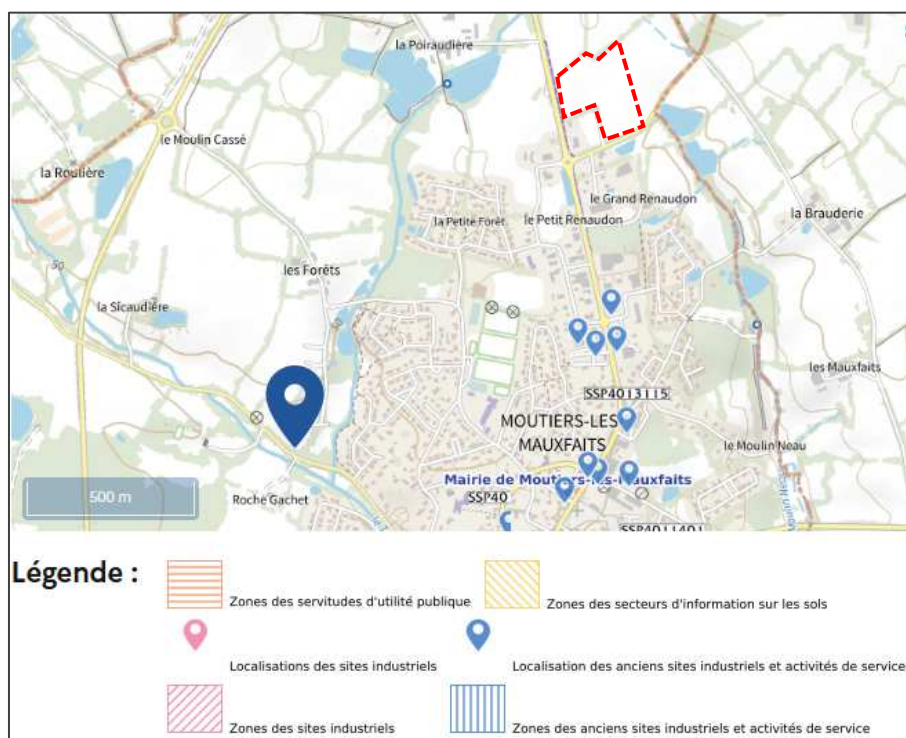
Risque sur ma commune **RISQUE EXISTANT**

Non concerné

La carte des anciens sites industriels et des ICPE montre qu'il n'y en a pas sur le tracé du projet (Cf cartes suivantes).

Sur la carte suivante, sont indiqués les anciens sites industriels et activités de service recensés à partir des archives disponibles, départementales et préfectorales...

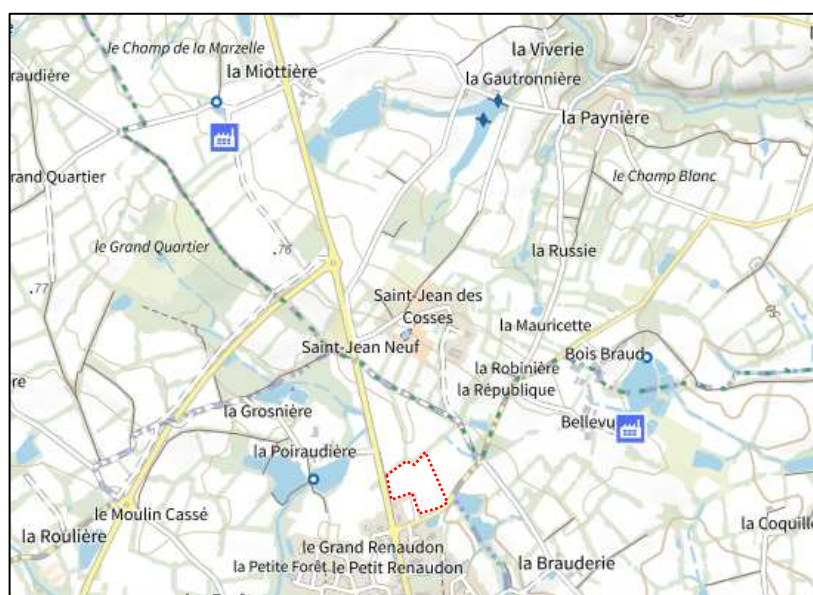




Carte des anciens sites et sols pollués et inventaire des sites industriels et activités de service

Aucun des sites identifiés n'est situé sur le tracé du projet.

Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat.



Carte des ICPE aux alentours du site

Deux ICPE sont implantées aux alentours du site. **Aucune des ICPE n'est située au sein du projet.**



13. SITES CLASSES ET SITES INSCRITS

Le **site classé** est une protection forte qui correspond à la volonté du strict maintien en l'état du site désigné, ce qui n'exclut ni la gestion ni la valorisation. Le classement est prononcé par arrêté du ministre de l'Environnement ou décret en Conseil d'Etat. Il a pour conséquence que tout propriétaire ou occupant est tenu à la délivrance d'une autorisation pour toute modification de l'aspect d'un site (travaux d'urbanisme, remembrement, abattage d'arbres,...). La décision de délivrance appartient au Préfet pour les "petits travaux" (art. R421-1, art. R422-1 et 2 du Code de l'Urbanisme) ou au ministre de l'Environnement dans les autres cas (permis de construire,...) après avis de la Commission Départementale des Sites.

Le **site inscrit** constitue une garantie minimale de protection en soumettant tout changement d'aspect du site à déclaration préalable. L'inscription est prononcée par arrêté du ministre de l'Environnement. Elle a pour conséquence que tout propriétaire ou occupant doit informer l'administration quatre mois à l'avance de leur intention de procéder à des travaux autres que ceux qui correspondent à l'exploitation courante des fonds ruraux et à l'entretien normal des constructions.

La Commune de Moutiers-les-Mauxfaits ne comporte ni Site inscrit ni Site Classé sur son territoire.

Les sites les plus proches du projet sont :

- **Site classé** : "Les Dunes du Jaunay et de la Sauzaie" (85 SC 30), localisé à environ 39 km au Nord-Ouest
- **Site classé** : "La Forêt d'Olonne et le Havre de la Gachère" (85 SC 28), localisé à environ 29,3 km au Nord-Ouest
- **Site inscrit** : "Les Marais et villages du Veillon" (85 SI 05 b), localisé à environ 14 km au Sud-Ouest
- **Site classé** : "La Pointe du Payré, les Marais et le Bois Veillon" (85 SC 05 c), localisé à environ 17 km au Sud-Ouest.



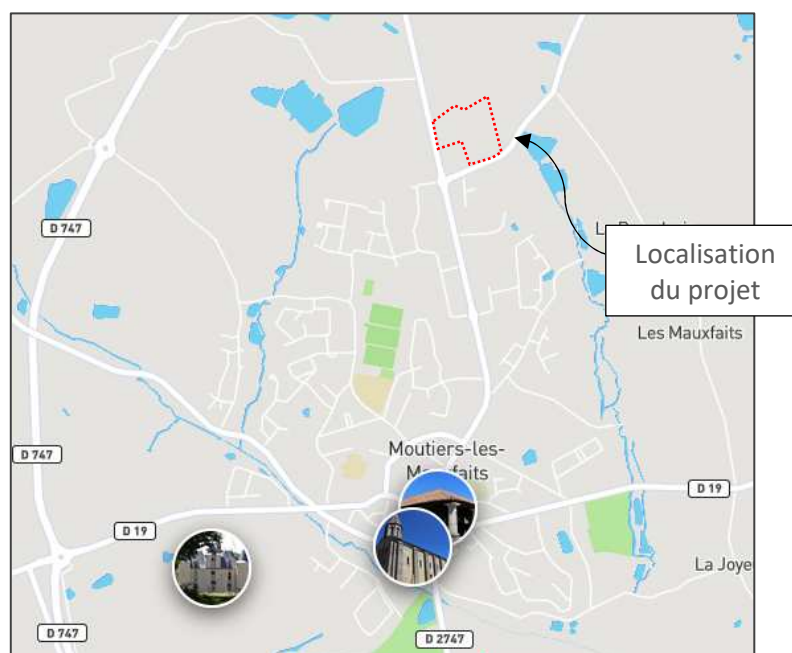
Carte des sites inscrits et classés aux alentours du projet (sigloire.fr)



14. MONUMENTS HISTORIQUES

Le territoire national contient nombre de monuments historiques, recensés pour la plupart dans la base de données Mérimée (DREAL Pays de la Loire).

Riche d'environ 160 000 notices, la base **Mérimée** recense le **patrimoine monumental français** dans toute sa diversité : architecture religieuse, domestique, agricole, scolaire, militaire et industrielle. Elle est mise à jour périodiquement.



Localisation des Monuments Historiques

Le territoire de Moutiers-les-Mauxfaits comporte un site inscrit, un site classé et un site partiellement classé :

- Le Château de la Cantaudière, partiellement classé depuis le 28/12/1978, à 1,7 km au Sud-Ouest du projet
- L'Eglise Saint Jacques, classé depuis le 14/10/1908, à 1,4 km au Sud du projet
- Les Halles, inscrit depuis le 08/09/1943, à 1,3 km au Sud du projet

Le projet est situé en dehors du périmètre de protection établi aux abords de ces monuments (à plus de 500 m).



15. INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES

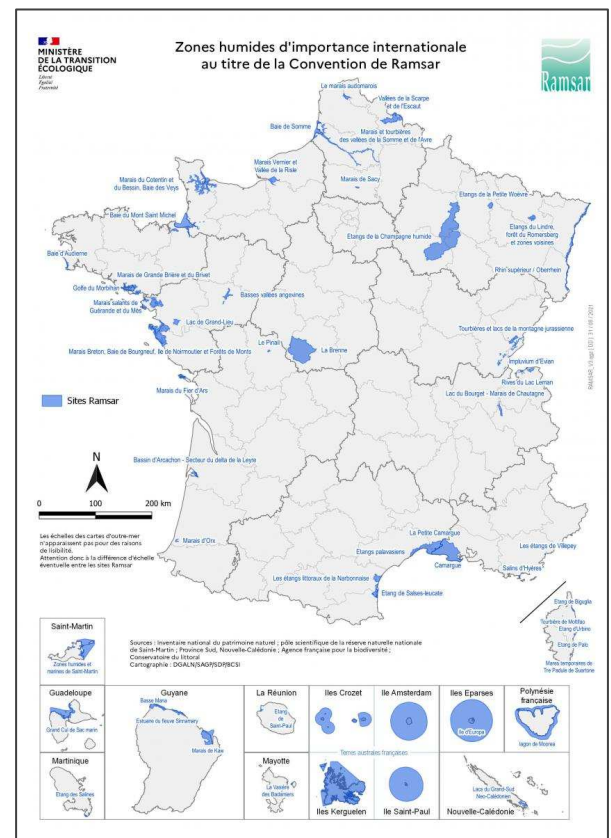
Les zones humides sont des "terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année" (art. L.211-1 du Code de l'Environnement).

15.1. Convention internationale sur les zones humides: Convention de RAMSAR

La Convention sur les zones humides ou convention de RAMSAR est un traité intergouvernemental adopté le 2 février 1971 à Ramsar (Iran). Les signataires de cette Convention, que la France a ratifiée en 1986, ont pour objectif d'une part la constitution d'un réseau de sites d'importance internationale, les "sites Ramsar", mais aussi, plus largement, la conservation et l'utilisation rationnelle de l'ensemble des zones humides.

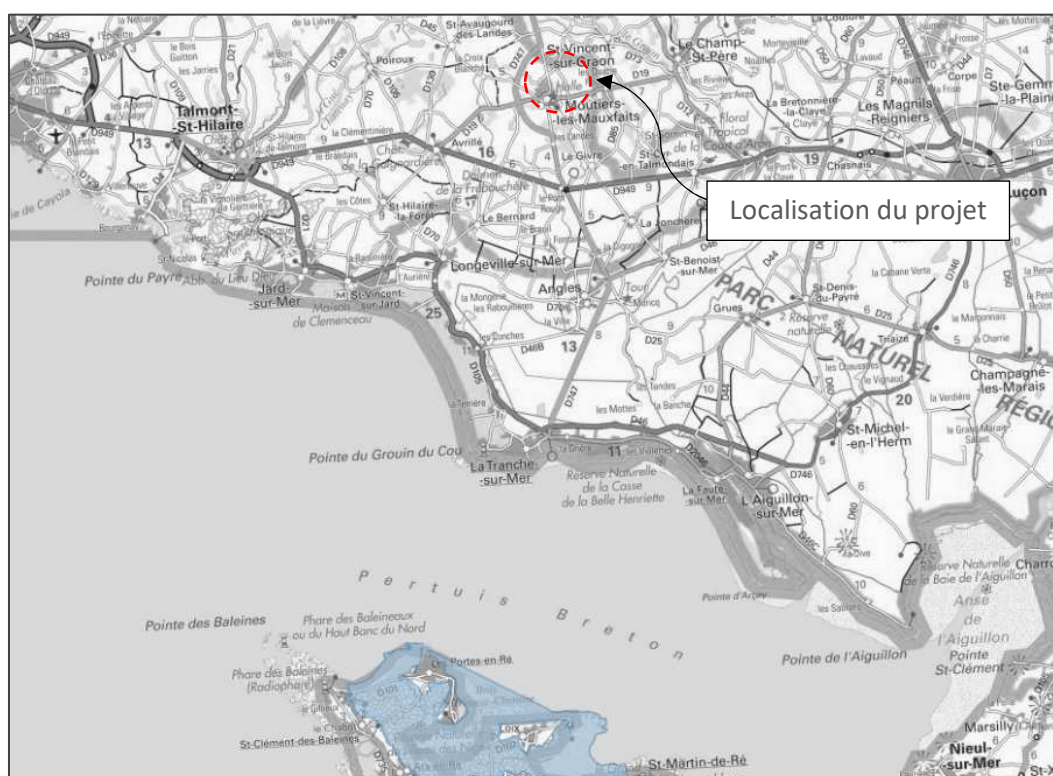
L'inscription d'un site à la convention de Ramsar ne crée pas d'obligations réglementaires ni d'effets juridiques spécifiques. Ramsar est un **label** qui récompense et valorise sur le plan international les territoires de zones humides riches en biodiversité ainsi que les acteurs qui contribuent à leur préservation et gestion durable.

Signataire de la Convention de Ramsar en 1971, la France a ratifié ce traité en 1986. Elle s'est alors engagée sur la scène internationale à préserver les zones humides de son territoire. A ce jour (octobre 2021), 52 sites Ramsar s'étendent sur une superficie de plus de 3,7 millions d'hectares, en métropole et en outre-mer.



Le site Ramsar le plus proche du projet est situé à 27 km au Sud. Il s'agit du "Marais du Fier d'Ars".





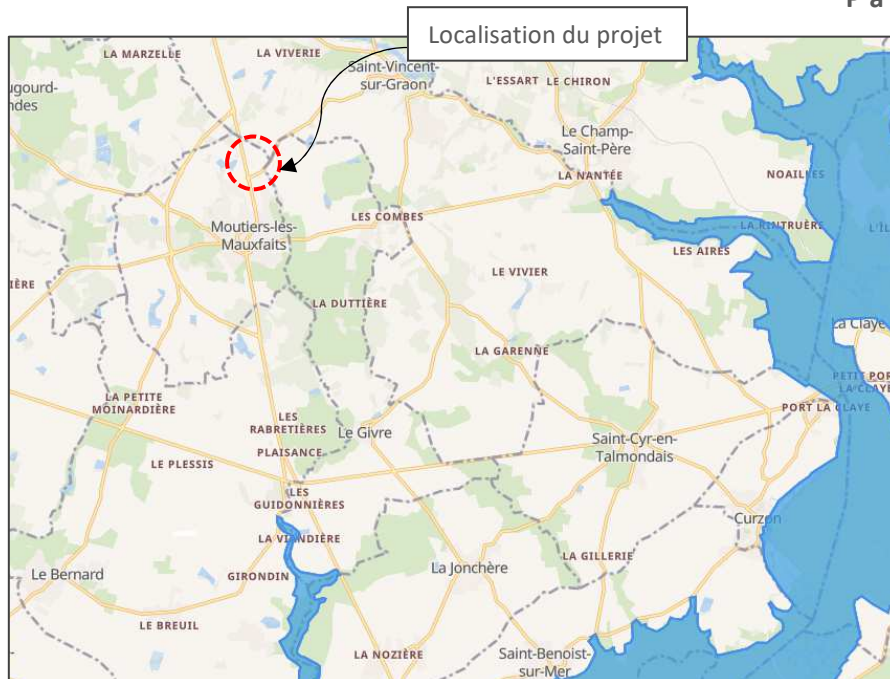
Localisation des sites RAMSAR les plus proches du site d'étude (geoportail.gouv.fr)

15.2. Les zones humides d'importance majeure (ZHIM)

Une carte des zones humides sur le territoire français a été élaborée par le SOeS (Service de l'Observation et des Statistiques) avec l'appui du Muséum national d'histoire naturelle à partir de couches géographiques disponibles au plan national en 2009. Ont été utilisés, l'inventaire des ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) de type I et II à caractère humide de première génération, l'occupation du sol issue de l'inventaire biogéographique CORINE Land Cover 2006 et la liste des SIC (site d'intérêt communautaire) comprenant des habitats humides.

La Zone Humide d'Importance Majeure la plus proche est située à environ 6 km à l'Est du projet. Il s'agit de la zone "Marais Poitevin" (FR53100203).





Carte des sites désignés en "Zone humide d'importance majeure" en Pays de la Loire
(geo.data.gouv.fr)

15.3. Les zones humides pré-localisées par la DREAL

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement met en ligne des inventaires de pré-localisation de zones humides sur le territoire des Pays de la Loire. Lancée en 2007, une étude régionale de pré-localisation des marais et des zones humides est aujourd'hui disponible. Ce travail a été établi sur le SIG MAPINFO par photo-interprétation et croisement des données existantes (BD Ortho 2001 et 2006, MNT, réseau hydrographique, cartes géologiques, ...).



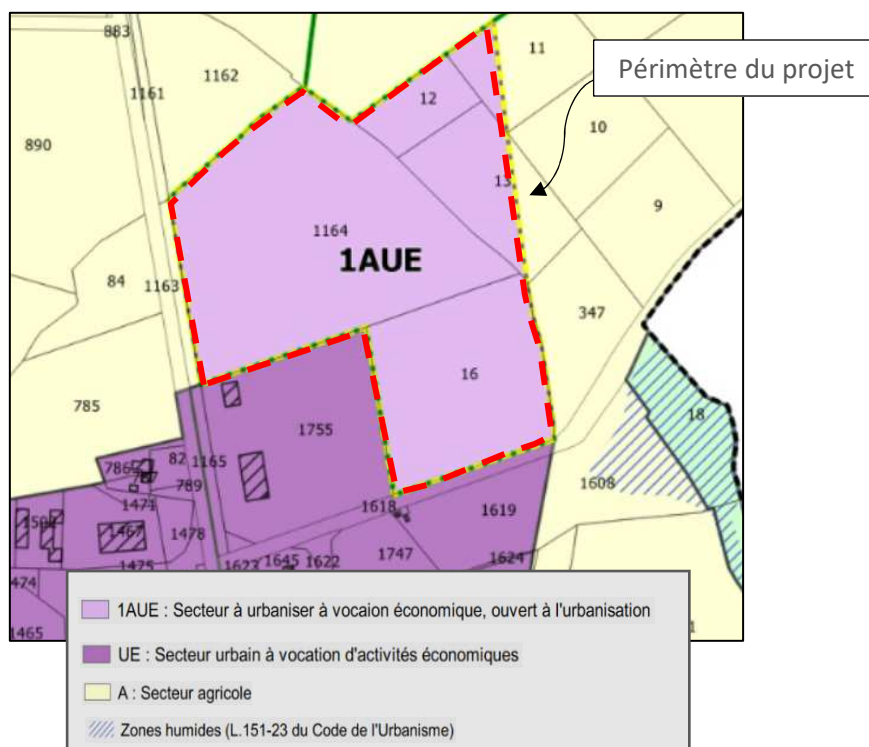
Extrait de la carte des zones humides potentielles (carto.sigloire.fr)

Une **zone humide potentielle** est identifiée sur la partie Est du parcellaire, dont une partie serait présente dans le site du projet.



15.4. L'inventaire communal

Le Plan Local d'Urbanisme de Moutiers les Mauxfaits, approuvé le 12 mars 2020, répertorie les zones humides identifiées sur son territoire.



*Extrait du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 12 mars 2020 avec le projet
(geoportail-urbanisme.gouv.fr)*

Selon la cartographie annexée au PLU, **aucune zone humide n'est répertoriée au sein du périmètre** du projet.

15.5. Les investigations effectuées dans le cadre du projet

a. *Cadre méthodologique*

L'arrêté interministériel du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1^{er} octobre 2009, dans son article 1^{er}, précise les critères de définition et de délimitation des zones humides, en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'Environnement.

La loi portant création de l'Office français de la biodiversité, parue le 26 juillet 2019 au Journal Officiel, a conforté dans son article 23 la rédaction de l'article L.211-1 du Code de l'environnement afin d'y restaurer le caractère alternatif des critères pédologique et floristique de la caractérisation des zones humides.



Ainsi, l'identification et la délimitation des zones humides repose donc sur au moins un des critères suivants :

- Les sols, habituellement inondés ou gorgés d'eau, présentant les caractéristiques des zones humides, définies selon les caractères et méthodes réglementaires mentionnés à l'annexe I de l'arrêté du 24 juin 2008 ;
- La végétation caractérisée, pendant au moins une partie de l'année, par des plantes hygrophiles, en référence aux caractères et méthodes réglementaires mentionnés en annexe II de l'arrêté du 24 juin 2008.

b. Méthodologie des sondages pédologiques et critères de détermination

L'identification des zones humides est fondée sur la réalisation de sondages in situ à l'aide d'une tarière à main de type Edelman. Les sondages répondant à l'un des quatre critères suivants, tels qu'ils sont définis par l'arrêté ministériel du 1er octobre 2009, sont considérés comme caractéristiques d'une zone humide :

- Présence d'un horizon histique (tourbeux) débutant à moins de 50 cm de la surface du sol et d'une épaisseur d'au moins 50 cm ;
- Présence de traits réductiques débutant à moins de 50 cm de la surface du sol ;
- Présence de traits rédoxiques débutant à moins de 25 cm de la surface du sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur ;
- Présence de traits rédoxiques débutant à moins de 50 cm de la surface du sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et de traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 cm.

Ces différents critères traduisent des conditions d'hydromorphie variées¹ :





- Les traits rédoxiques résultent d'engorgements temporaires par l'eau avec pour conséquence principale des alternances d'oxydation et de réduction du fer. Le fer réduit (soluble) migre sur quelques millimètres ou quelques centimètres puis reprécipite sous formes de taches ou accumulations de rouille, nodules ou films bruns ou noirs.
- Les horizons réductiques résultent d'un engorgement permanent ou quasi permanent, qui induit un manque d'oxygène dans le sol et crée un milieu réducteur riche en fer ferreux (ou réduit). Ces horizons sont caractérisés par une coloration uniforme verdâtre/bleuâtre.
- Les horizons histiques sont quant à eux des horizons holorganiques entièrement constitués de matières organiques mal décomposées et formés dans un milieu saturé en eau durant des périodes prolongées (plus de six mois dans l'année).

¹ Ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie (2013), Guide d'identification et de délimitation des sols des zones humides

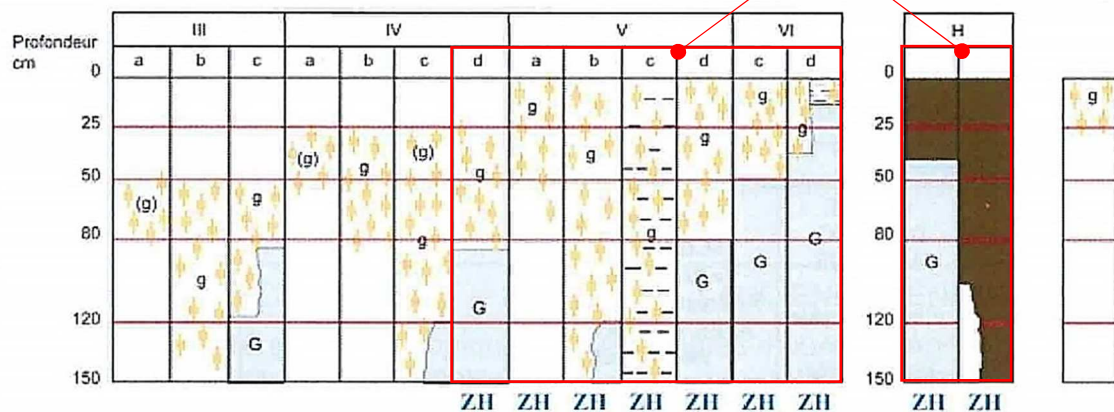


Tableau du GEPPA permettant de classer les sols (GEPPA, 1981)

Morphologie des sols correspondant à des "zones humides" (ZH)

-  horizon rédoxique peu marqué (g)  horizon réductique G
 Nappe  horizon histique H

Sol caractéristique de zones humides

Extrait de l'annexe I modifié par l'arrêté du 1^{er} octobre 2009 :

1.1. Liste des types de sols des zones humides

1.1.1. Règle générale

La règle générale ci-après présente la morphologie des sols de zones humides et la classe d'hydromorphie correspondante. La morphologie est décrite en trois points notés de 1) à 3). La classe d'hydromorphie est définie d'après les classes d'hydromorphie du Groupe d'Étude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA, 1981 ; modifié).

Les sols des zones humides correspondent :

- 1) à tous les histosols car ils connaissent un engorgement permanent en eau qui provoque l'accumulation de matières organiques peu ou pas décomposées ; Ces sols correspondent aux classes d'hydromorphie H du GEPPA modifié.
- 2) à tous les réductisols car ils connaissent un engorgement permanent en eau à faible profondeur se marquant par des traits réductiques débutant à moins de 50 centimètres de profondeur dans le sol ; Ces sols correspondent aux classes VI (c et d) du GEPPA.
- 3) aux autres sols caractérisés par :
 - des traits rédoxiques débutant à moins de 25 centimètres de profondeur dans le sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur. Ces sols correspondent aux classes V (a, b, c, d) du GEPPA ;
 - ou des traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de profondeur dans le sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et des traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 centimètres de profondeur. Ces sols correspondent à la classe IVd du GEPPA.

c. Méthodologie des relevés floristiques

Le relevé de terrain a pour objectif d'identifier les zonages cohérents et de définir les entités homogènes. Des relevés de la végétation ont été réalisés sur l'ensemble du parcellaire. Ils ont été faits sur des secteurs homogènes (placettes de 5 m² environ) d'un point de vue de la flore et des conditions du milieu (topographie).

Ces relevés permettent d'inventorier les espèces et/ou les communautés végétales dans le but :

- d'identifier les ensembles homogènes, pour effectuer des relevés par habitat cohérent et déterminer les cortèges floristiques (approche habitats)
- de rechercher les espèces indicatrices de zones humides et de noter leur taux de recouvrement : les espèces dominantes sont identifiées (espèces dont le taux de



recouvrement cumulé représente 50 % et celles dont le taux de recouvrement excède 20 %). Si dans cette liste d'espèces dominantes, plus de la moitié sont caractéristiques de zone humide (selon la liste annexée à l'arrêté du 1^{er} octobre 2009), la zone peut être considérée comme zone humide (approche espèces).

Les différents habitats sont identifiés grâce à la **typologie EUNIS** (European Nature Information System). Cette dernière est un **outil de classification** des habitats naturels, semi-naturels et anthropiques des secteurs terrestres et marins d'Europe. Cette typologie est utilisable sur tout le territoire français métropolitain et sur tous types de milieux. Elle permet d'attribuer un code et un nom à un habitat identifié sur le terrain.

d. Sources des données

La recherche bibliographique représente ici une mission à part entière qui est une étape clé de la démarche de prise en compte des zones humides. Il s'agit donc d'une expertise approfondie.

- **Les sources publiques et officielles sont systématiquement consultées :**

- Données de la DREAL
- Carte IGN au 1/25000 (cours d'eau, mares, topographie...)
- Carte géologique au 1/50000 (formations géologiques)
- Inventaire communal des zones humides.

- **Relevés de terrain**

Les relevés de terrain et la délimitation des zones humides ont été réalisés par Clara CORNET ; technicienne en environnement, en charge de la thématique "zones humides" des différents dossiers.

Pour répondre à la réglementation en vigueur, la caractérisation des zones humides a été effectuée par un passage sur le terrain le **27 octobre 2022 et 07 novembre 2022**.

15.5.1. Les investigations effectuées

a. Critère floristique

Analyse du cortège végétal

Une première étape de l'analyse de la végétation consiste à cartographier les cortèges de végétation présents. Les prospections de terrain ont permis d'identifier **un seul cortège de végétation**, ne correspondant pas à un habitat humide au regard de l'annexe II de l'arrêté du 24 juin 2008. **Il s'agit de Monocultures intensives – I1.1.**

Les terrains accueillent en effet une culture de Ray-grass, avec absence d'autres espèces.





Photo 1 : Cortège I1.1 (GEOUEST, Octobre 2022)

⇒ **Absence d'espèce inscrite sur la liste des espèces caractéristiques de zones humides selon l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1^{er} octobre 2009.**

Conclusion de l'analyse floristique

Le cortège floristique identifié sur le site n'est pas caractéristique de zone humide.

b. Critère pédologique

Analyse des sondages

Les sondages pédologiques ont été positionnés en fonction de la géomorphologie et de la topographie du secteur d'étude.

Les sondages ont été réalisés en dates du 24 octobre et 07 novembre 2022, période hivernale favorable à leur réalisation. 20 sondages ont été réalisés sur le périmètre étudié :

- 16 sondages ne présentent aucune trace d'hydromorphie
- 4 sondages présentent des traces d'hydromorphie au-delà de 25 cm (classe IV-a du tableau GEPPA) mais ne sont pas caractéristiques des sols de zones humides au regard de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1^{er} octobre 2009.





Figure 1 : Cartographie des sondages pédologiques repérés au GPS (GEOUEST, septembre 2023)

N° Sondage	Sondage caractéristique d'une zone humide	Classe GEPPA	Horizons	Profondeur (cm)		Présence de traits rédoxiques / réductiques	Texture
				Min	Max		
1	Non	NC	1	0	45	-	LA
			2	55	80	-	AL
2	Non	IV-a	1	0	35	-	LA
			2	35	45	Oui	LA
			3	45	80	-	A à A altérées
3	Non	IV-a	1	0	30	-	LA
			2	30	40	Oui	LA
			3	40	75	-	A à A altérées
4	Non	NC	1	0	40	-	LA
			2	40	60	-	AL
5	Non	NC	1	0	45	-	LA
			2	45	60	-	AL
6	Non	NC	1	0	35	-	LA
			2	35	60	-	AL



N° Sondage	Sondage caractéristique d'une zone humide	Classe GEPPA	Horizons	Profondeur (cm)		Présence de traits rédoxiques / réductiques	Texture
				Min	Max		
7	Non	NC	1	0	40	-	LA
			2	40	55	-	AL
8	Non	NC	1	0	40	-	LA
			2	40	60	-	AL
9	Non	NC	1	0	35	-	LA
			2	35	55	-	AL
10	Non	NC	1	0	30	-	LA
			2	30	60	-	AL
11	Non	IV-a	1	0	40	-	LA
			2	40	50	Oui	AL
			3	50	80	-	A
12	Non	NC	1	0	55	-	LA
			2	55	70	-	AL
13	Non	NC	1	0	45	-	LA
			2	45	60	-	A
14	Non	NC	1	0	40	-	LA
			2	40	70	-	A
15	Non	NC	1	0	40	-	LA
			2	40	60	-	A
16	Non	NC	1	0	40	-	LA
			2	40	60	-	A
17	Non	NC	1	0	20	-	LA
			2	20	40	-	AL
			3	40	60	-	A
18	Non	IV-a	1	0	30	-	LA
			2	30	45	Oui	AL
			3	45	70	-	A
19	Non	NC	1	0	45	-	LA
			2	45	70	-	AL
20	Non	NC	1	0	35	-	LA – Refus de tarière sur socle dur

Légende : NC = non concerné ; LA = Limons Argileux ; AL = Argiles limoneuses ; A = Argiles

Les photos ci-dessous présentent certains sondages.





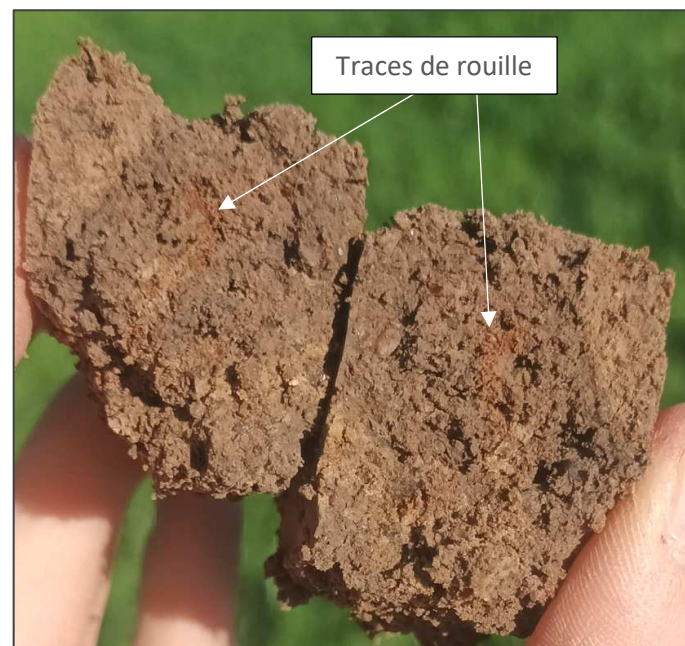
Sondage n°1, horizon 1



Sondage n°1, horizon 2



Sondage n°12, horizon 1



Sondage n°18, horizon 2

Conclusion de l'analyse pédologique

Aucun des sondages effectués n'est caractéristique de zone humide.

c. Conclusion du diagnostic

Selon les résultats obtenus par les sondages pédologiques et l'inventaire floristique, **le diagnostic conclut en l'absence de zone humide sur le site étudié.**



16. PROGRAMMES D'AMENAGEMENT DANS LE SECTEUR

En matière d'urbanisme, en 2016, une Révision accélérée du Plan Local d'Urbanisme a été menée principalement pour l'extension de la Zone d'Activité des Églantiers :

"La révision accélérée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de Moutiers-Les-Mauxfaits a pour objet de permettre l'extension de l'actuelle zone d'activité des Églantiers située en bordure de la RD 2747 en entrée nord de cette commune, par inscription d'un secteur 1AUea (à urbaniser à vocation d'activités) de 3,5 hectares figurant actuellement en zone à vocation agricole (A)."

Cette révision accélérée concerne donc la zone du projet.

Sur le secteur de Moutiers-les-Mauxfaits, la DREAL a donné ses avis :

- En urbanisme :
 - Le lotissement "Le Domaine des Blés d'Or", dont le PA a été accordé en 2018 et les travaux sont finis
 - Le lotissement "Les Roches Bleues", dont le PA a été accordé en 2020 et les travaux sont finis
 - Le lotissement "Le Domaine de la Source 2", rue du Point du jour, dont le PA a été accordé en 2022 et dont les travaux sont également finis.
- pour les projets soumis à demande d'examen au cas-par-cas :
 - en 2017, Déboisement – Moutiers-les-Mauxfaits

Également, sur le territoire communal, il a été plus récemment déclaré les projets suivants depuis 2017 au titre de la Loi sur l'eau :

- Aménagement du lotissement à usage d'habitation "Le Domaine de la Source 2" - régime Déclaratif – Mars 2022

Pour information, l'aménagement de la Zone d'Activités des Églantiers avait lui-aussi fait l'objet d'une Déclaration en 2010.

Aucun de ces lotissements ne se trouvent à proximité du projet "Les Églantiers 2", et n'a de lien direct avec son territoire.

